

Vers une économie circulaire en Belgique : un objectif encore hors de portée



Encombrants - Thumaide @loren-

En 2021, la Belgique décide d'adopter un plan avec pour objectif : la transition vers un modèle économique circulaire. Des initiatives à différents niveaux politiques sont prises. Quatre ans après le lancement de ces efforts, sur le terrain, les objectifs sont encore loin d'être atteints.

En 2015, les Accords de Paris ont marqué une reconnaissance officielle de l'importance de l'économie circulaire dans la lutte contre le changement climatique. Le Pacte vert pour l'Europe, présenté le 11 décembre 2019, s'est positionné comme une feuille de route ambitieuse visant à transformer l'Union européenne en une économie neutre pour le climat d'ici 2050.

Dans ce contexte, la Belgique a pris des mesures en adoptant un plan d'action en 2021. Baptisé « Plan d'action fédéral pour une économie circulaire », ce plan vise à mettre en

œuvre des mesures concrètes pour guider la Belgique vers une économie circulaire. Il englobe une série d'initiatives telles que la promotion de l'écoconception, le développement de filières de recyclage innovantes, ainsi que la sensibilisation des entreprises et des citoyens.

Dans ce document, le gouvernement belge souligne sa collaboration avec les trois régions du pays pour réaliser cette transition vers une économie circulaire. Trois plans distincts ont ainsi été adoptés : Circular Wallonia, Vlaanderen Circulair, et be circular be brussels.

Nous nous sommes particulièrement intéressés aux difficultés rencontrées par les entreprises wallonnes dans la mise en place d'une

économie circulaire. Les mesures proposées par le plan Circular Wallonia sont-elles suffisantes ? Quels obstacles doivent-elles surmonter ? Pour répondre à ces questions, nous avons rencontré des acteurs de terrain ainsi que des autorités politiques. Nous avons interviewé les coordinateurs du Plan Circular Wallonia, le cabinet du ministre wallon de l'Économie, des représentants d'entreprises, ainsi qu'un expert en greenwashing et analyse de discours.

Des objectifs peu ambitieux

Le plan d'action Circular Wallonia se concentre sur les spécificités régionales de la transition vers une économie circulaire. Sur papier, il comprend des objectifs

de recyclage, la promotion de l'économie sociale et solidaire et le soutien à l'innovation dans les entreprises wallonnes. Cependant, sur le terrain, les objectifs peinent à dépasser la phase de sensibilisation.

« On vient de très loin, l'objectif premier c'est de faire connaître le concept d'économie circulaire aux entreprises, je ne suis pas pour une réglementation plus stricte » nous confie Manuel Mengoni, porte-parole de Willy Borsus, ministre wallon de l'économie.

Seulement, les entreprises jugent impossible de mettre en place une économie circulaire sans changer les réglementations actuelles. Un des principaux problèmes se situe dès la première étape, celle du recyclage. Il est difficile pour les entreprises de trouver les matériaux nécessaires à la réutilisation. Dans le secteur du verre, Romain Lavarra, responsable économie circulaire chez AGC Glass Europe, souligne qu'il faudrait « mettre en place des normes qui obligent les vitrages en fin de vie à retourner dans la filière du vitrage, du verre plat. » « Comme c'est d'ailleurs le cas en France », ajoute Xavier Dognies, manager dans la même entreprise.

Dans le secteur de la construction, les normes de sécurité actuelles génèrent une quantité de déchets démesurée, rendant une économie circulaire difficile. Johnny Zschau, directeur commercial de Roosens Beton, explique que les normes obligent par exemple les entreprises à démolir complètement un mur avant de le réutiliser, ce qui entraîne une augmentation des émissions de CO₂. Selon lui, il est nécessaire d'assouplir les normes de sécurité pour pouvoir réutiliser de plus gros morceaux de mur et diminuer la quantité de déchets

générée.

Dans le secteur du textile, 90 % du polyester mondial est produit en Chine ou en Inde, ce qui complique la mise en place d'une économie circulaire en raison des problèmes de traçabilité des sources d'approvisionnement. « Même si on achète du fil produit en Espagne, en Italie ou en Slovénie, le 'chip', la matière de base utilisée pour fabriquer ce fil, ne vient pas forcément d'Europe », explique Jean-Pierre Vanbostal, manager chez De Poortere Frères. L'utilisation d'autres matières comme le coton pose également des problèmes en termes de bilan carbone, car celui-ci n'est pas

« Je ne suis pas pour une réglementation plus stricte »

Porte-parole de Willy Borsus

produit en Europe non plus.

Certaines entreprises se tournent vers la réutilisation de déchets, comme les bouteilles en plastique. En Belgique, et principalement en Wallonie, le secteur textile est peu développé et composé principalement de petites entreprises qui ne disposent pas du matériel nécessaire pour mettre en place une économie circulaire. Ces entreprises collaborent avec d'autres entreprises européennes pour créer le produit fini. Cependant, les normes actuelles imposent de lourdes taxes sur le transport des déchets d'un pays à l'autre, même dans un but de réutilisation. Par exemple, si des déchets sont transportés de la Belgique vers la France, les entreprises doivent payer des taxes élevées. Bien que celles-ci considèrent ces

déchets comme de la matière première, les États les voient toujours comme des déchets, explique Philippe Colignon, consultant en économie circulaire chez CentexBel.

L'économie circulaire : un secteur de niche ?

Actuellement, le plan Circular Wallonia semble s'adresser principalement à un secteur de niche, constitué de petites et moyennes entreprises (PME) ayant volontairement entamées une transition vers une économie circulaire, souvent bien avant la mise en place du plan. Circular Wallonia encourage cette transition par des appels à projets et des aides financières pour les entreprises désireuses d'adopter des pratiques circulaires, mais il ne contraint pas celles qui restent indifférentes à suivre le même chemin.

Les multinationales sont les grandes oubliées de l'économie circulaire. Les normes imposées par l'Union européenne ne s'appliquent qu'aux entreprises européennes, créant un véritable désavantage pour ces dernières. Confrontées à une concurrence étrangère moins régulée, les entreprises européennes peinent à s'imposer sur le marché global.

Circular Wallonia un discours de greenwashing ?

Qualifier le discours du plan Circular Wallonia de greenwashing est délicat, selon Andrea Catellani, expert en greenwashing et analyse de discours. Cependant, face à l'urgence climatique et à la nécessité de transformer notre économie linéaire, où chaque produit consommé est jeté, en une économie circulaire, où l'on répare avant de jeter afin de préserver des ressources naturelles de plus en plus limitées, il est légitime de se demander pourquoi les autorités wallonnes n'intensifient pas leurs actions pour accélérer ce

changement. Avons-nous encore le temps d'être simplement à la phase de sensibilisation ?

Pas de transition sans changement

Les entreprises interrogées sont unanimes : elles ne sont pas opposées à un changement de fonctionnement, mais elles manquent de moyens pour y parvenir. Ce manque de moyens se traduit par l'absence de matériel spécifique, dont les plus petites entreprises ne disposent pas, des taxations et des réglementations trop contraignantes, ainsi que la

nécessité d'impliquer les citoyens dans ce processus.

Un processus fragile

La transition prend du temps, mais elle est sur la bonne voie, selon Valentin Vassart, gestionnaire du plan Circular Wallonia. « C'est le fonctionnement d'une économie tout entière qu'il faut changer ». « Les crises récentes auxquelles nous avons dû faire face ont fragilisé le processus » explique-t-il.

F.L.

400 000

C'est le nombre de tonnes de déchets incinérés annuellement au centre de valorisation des déchets de Thumaide.

30 000

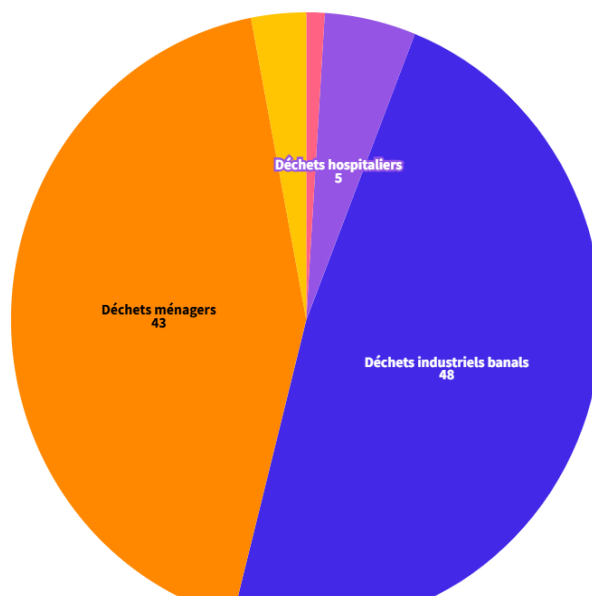
C'est le nombre de tonnes de déchets verts collectés dans les parcs à conteneurs chaque année.

30 000

C'est le nombre de tonnes de déchets encombrants incinérés annuellement au centre de valorisation des déchets de Thumaide

Répartition des déchets incinérés (%)

■ Déchets industriels banals ■ Déchets hospitaliers ■ Divers ■ Déchets ménagers ■ Encombrants



48% de nos déchets sont des déchets industriels et 43% sont des déchets ménagers

Les multinationales freinent la transition

Pour de nombreuses entreprises, il est difficile de mettre en place une économie circulaire en raison de la concurrence étrangère, qui n'est pas soumise aux mêmes normes européennes. « Malheureusement, je ne pense pas qu'au niveau belge, nous puissions faire quelque chose seuls », explique Jean-Pierre Vanbostal, manager chez De Poortere Frères. Selon lui, même le niveau européen ne suffit pas : « Idéalement, cela doit se faire au niveau mondial. »

Sibile Diederichs, fondatrice de l'entreprise Joseffa, partage ce point de vue. « Aujourd'hui, dans le secteur du textile, il est extrêmement difficile de produire de manière circulaire à un prix compétitif », affirme-t-elle. Le gouvernement wallon, avec son plan Circular Wallonia, intervient en lançant des appels à projets pour aider les entreprises désireuses de se lancer dans la transition. Pour Sibile Diederichs, ce plan a permis de financer en partie son entreprise et l'a donc grandement aidée.

Cependant, rien n'est mis en place pour s'attaquer au cœur du problème et réduire la concurrence étrangère. « Il est crucial que l'ensemble du gouvernement s'aligne vers un changement de société, ce n'est pas qu'une question d'économie », explique Yasmina Touis, responsable de l'économie circulaire

chez Green Win. « Il est important que ce soit transversal et que l'ensemble des ministres portent une même vision », poursuit-elle.

Des retards par rapport aux objectifs sont également constatés, dans le domaine des marchés publics. Les institutions publiques telles que les hôpitaux ou les écoles ne peuvent pas acquérir des biens et des services comme elles le souhaitent. Elles sont contraintes de suivre des procédures de marché public où l'intégration de clauses liées à la circularité est nécessaire. Par exemple, si un hôpital souhaite acheter des ordinateurs de seconde main, il doit passer par une procédure qui prend énormément de temps.

Le citoyen : grand oublié du plan

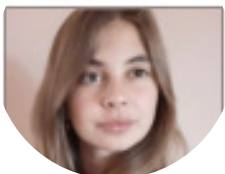
Le seul volet du plan qui concerne directement les citoyens porte sur le tri des déchets. Depuis le premier janvier 2024, une réglementation plus stricte impose notamment le tri des déchets organiques. Cependant, lorsqu'on interroge les politiques à ce sujet, aucun dispositif n'a été mis en place pour s'assurer le respect de cette réglementation. « Eh bien, je n'en sais rien. Je n'ai plus le temps de me préoccuper des enjeux au niveau des citoyens », nous répond le porte-parole de Willy Borsus lorsqu'on l'interroge

sur le bon fonctionnement du nouveau dispositif de tri. Nous avons également tenté de joindre la ministre fédérale de l'Environnement et du Développement durable, Zakia Khattabi, ainsi que la ministre wallonne de l'Environnement, Céline Tellier, pour les interroger sur ce volet, mais les deux écologistes ne nous ont pas donné de réponse.

Un avenir incertain

L'économie circulaire, est un enjeu politique crucial, qui semble pourtant être relégué au dernier plan. « Je ne vous cache pas qu'avec les dernières crises, l'économie circulaire n'est plus la priorité de l'Europe », confie le porte-parole de Willy Borsus. À l'approche des élections régionales, fédérales et européennes du 9 juin prochain, le défi est de convaincre le futur gouvernement de la nécessité de poursuivre la transition vers une économie circulaire. « Je ne m'inquiète pas trop, car au-delà de l'enjeu climatique, c'est devenu une nécessité économique et géopolitique. Réduire notre dépendance stratégique vis-à-vis de pays comme la Chine et la Russie est essentiel », affirme Valentin Vassart. « Cependant, il faut veiller à ce que tout ce que nous avons accompli ne soit pas balayé par un nouveau gouvernement », ajoute-t-il.

Le-la journaliste raconte



" Cette enquête m'a permise de saisir la complexité de la réalité sur le terrain. La transition d'une économie linéaire à une économie circulaire implique un changement fondamental dans le mode de fonctionnement, et cela nécessite du temps."